

# « L'eau, pierre angulaire de l'avenir de la Bretagne »

Thierry Burlot, président du comité de bassin de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, rappelle qu'une pénurie d'eau poserait des problèmes pour le développement de la région.

Propos recueillis par Nicolas Arzur

## La tension actuelle sur l'accès à l'eau est-elle inédite en Bretagne ?

Non, on a déjà connu, par le passé, une situation plus difficile, lors de la sécheresse de 1976 qui était liée à un déficit en eau de l'hiver précédent. Depuis, des travaux ont été entrepris par les collectivités pour renforcer la sécurité d'approvisionnement en eau. Par exemple, dans les Côtes-d'Armor, trois barrages ont été construits : sur l'Arguenon, le Blavet et le Gouët. Et ils ont été interconnectés les uns aux autres, de façon à ce que, quand il y a un souci sur l'un, l'autre puisse venir en complément. Cela aide aujourd'hui.

## Pensez-vous que des communes pourraient être privées d'eau ?

En septembre, la tension devrait être moins forte. Pour l'été, à ce jour,



L'accès à l'eau pose des questions majeures pour l'avenir de la Bretagne. Photo Lionel Le Saux

je pense qu'on devrait faire face. Mais sur le fil. Et à une condition : qu'on n'ait aucune pollution. Car, en Bretagne, on n'a pas, ou peu, d'eau souterraine. Plutôt des eaux superficielles. Or, si une rivière est touchée, on est obligé de fermer le captage. Cela entraîne la fermeture de l'alimentation en eau potable. C'est déjà arrivé à Châteaulin (29), il y a deux ans : il avait fallu couper l'eau, après une pollution accidentelle liée à un méthaneur. Résultat : 180 000 habitants

« Pour l'été, à ce jour, je pense qu'on devrait faire face. Mais sur le fil. Et à une condition : qu'on n'ait aucune pollution. »

THIERRY BURLOT

privés d'eau pendant deux semaines. Il avait fallu distribuer des bouteilles d'eau. Et on n'était pas en situation de sécheresse !

## Comment éviter le robinet sec en Bretagne, à l'avenir ?

Il va falloir d'abord bien plus interconnecter les réseaux d'eau pour les sécuriser. Le problème, c'est le coût des travaux : des centaines de millions d'euros sur les dix prochaines années, pour une installation qui

ne sert que quand il y a un problème. Mais c'est une réflexion qu'il faut mener, compte tenu de la structure de l'eau dans la région. On a de grosses fragilités sur la sécurisation des réseaux en Bretagne. Notamment dans le Finistère et en Ille-et-Vilaine.

## La sécurisation de l'eau est donc un chantier majeur pour la région ?

Cela devrait même être la question n° 1 du schéma d'aménagement du territoire ! Car l'accès à l'eau est la pierre angulaire de tout le développement de la Bretagne de demain. Un défaut d'accès est un facteur limitant de développement économique. Agriculture, industrie, tourisme... : l'eau est au centre de tout. Et le tissu industriel breton en est très gourmand. Aujourd'hui, le département breton qui se développe le plus est l'Ille-et-Vilaine mais, dans le même temps, c'est dans ce territoire qu'il y a le plus de fragilités. Il faut aussi imaginer des programmes de reconquête de la qualité des eaux, travailler sur les réseaux d'eau fuyards... Mais surtout, penser des solutions fondées sur la nature : économiser l'eau, partager ce bien, préserver le bocage, les zones humides... Il va falloir aussi mettre en place une solidarité amont-aval et villes-campagnes. Enfin, on devra réfléchir aux contreparties : aujourd'hui, plus les communes construisent, plus elles touchent de taxes. Et si, demain, on donnait plus à ceux qui protègent les zones humides ou qui font des efforts ?